

Aïd el Adha fera-t-il exception cette année ?

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3962 - Jeudi 1^{er} septembre 2016 - Prix : 10 DA

Intempéries à Tamanrasset



Deux corps sans vie repêchés

Page 7

M^e Fatima-Zohra Benbraham sur la restitution des archives nationales

«La France veut gagner une guerre de mémoire par l'oubli»

Page 3

Libérer Mossoul mais sans que cela profite à Damas

Par Mohamed Habili

Pendant des mois les Américains auront tout tenté pour convaincre les autorités irakiennes de reporter à plus tard l'offensive destinée à libérer Mossoul de l'emprise de Daech, sa dernière position forte en Irak, mais sans y parvenir. Depuis l'intervention directe russe aux côtés de l'armée syrienne, il faut dire que ce n'est plus eux qui imposent son rythme à la guerre. En fait, ce n'est plus eux qui détiennent l'initiative, mais les Russes en Syrie, les Irakiens chez eux. Leur stratégie à eux, et qui était également celle de la coalition internationale, avait consisté à faire en sorte que la victoire sur Daech en Irak ne profite pas à leur principal ennemi en Syrie, le régime syrien, lui-même pourtant en guerre contre Daech. Mais parce que les Irakiens se montrent décidés à en finir avec les occupants terroristes avant la fin de cette année, ils sont obligés de les accompagner dans les opérations militaires qu'il leur plaît de mener à cet effet, autrement ils courent le risque de perdre toute influence sur eux. Ils sont un peu dans la position du général qui n'a d'autre choix que de suivre ses troupes... pour rester leur chef.

Suite en page 3

Il a rassuré que «l'Algérie va bien et les choses sont stables»

Sellal plaide pour l'ajournement de certaines revendications



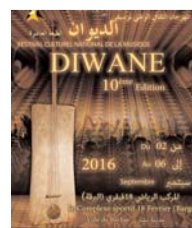
La gestion de la crise financière était hier au cœur des déclarations du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en visite de travail à Saïda. Il a opté pour un discours d'optimisme malgré les données du marché pétrolier et ses retombées sur les réserves de change. Selon le chef de l'Exécutif, l'Algérie va bien tout en estimant que «certaines revendications nécessitent un ajournement».

Lire page 3

Le Hadj 2016 fait ses premières victimes

Deux Algériens décèdent à La Mecque

Page 2



Festival national de la musique diwan

Une édition très modeste

Page 13

Abattage anarchique, non-respect de l'environnement et de l'hygiène

Aïd el Adha fera-t-il exception cette année ?

■ Malheureusement, l'ambiance de fête est souvent gâchée par la prolifération des déchets des moutons. Une situation récurrente à chaque Aïd el Adha, les cités et quartiers se transforment en abattoirs collectifs ne respectant que rarement les règles sanitaires et d'hygiène, et ce, malgré les campagnes de sensibilisation du ministère de la Santé qui ne cessent d'appeler à redoubler de vigilance.



P.H.D. R.

et intense pour un environnement propre et salubre pour les citoyens. Dans le but de mener à bien cette opération, le même responsable a appelé les citoyens à respecter les horaires de dépôt des déchets à l'entrée ou sortie des quartiers et cités, soulignant que l'opération de nettoyage des espaces urbains et suburbains de la capitale devrait débuter quatre jours avant l'Aïd. D'autre part, des équipes devront assurer des rotations de nuit dans différents quartiers à partir de 21:00h jusqu'à 7:00h du lendemain. Juste après la prière de l'Aïd, les agents d'hygiène reprendront leur tâche pour le ramassage des peaux de mouton et autres résidus. Par ailleurs, des sacs en plastique seront distribués gratuitement dans les quartiers afin de faciliter la collecte des déchets dont le volume augmente de 60% au premier jour de l'Aïd, a fait savoir M. Mechab. De larges campagnes de nettoyage seront également menées dans les places publiques ainsi que les chemins menant aux cimetières pour accueillir l'Aïd el Adha dans la propreté. Extranet qui est une société de nettoyage en charge de la collecte de déchets au niveau des zones urbaines relevant des 31 communes que compte la wilaya d'Alger, a procédé à la maintenance de ses structures et équipements afin de mener à bien le programme spécial Aïd el Adha.

M. B.

Par Meriem Benchaouia

L'Aïd el Adha, qui sera fêté dans quelques jours, est souvent synonyme d'incivisme, d'insalubrité et de risques sanitaires. Les conditions dans lesquelles se déroule le sacrifice du mouton posent parfois de sérieux problèmes de santé. Dès les premières heures de la matinée du premier jour, des milliers de moutons vont être sacrifiés à travers toute l'Algérie. Malheureusement, l'ambiance de fête est souvent gâchée par la prolifération des déchets des moutons. Une situation récur-

rente à chaque fête du sacrifice, les cités et quartiers se transforment en abattoirs collectifs ne respectant que rarement les règles sanitaires et d'hygiène, et ce, malgré les campagnes de sensibilisation du ministère de la Santé qui ne cessent d'appeler à redoubler de vigilance. Pourtant, dans le rite musulman, le sacrifice obéit à une prescription très précise qui prend en compte de nombreuses considérations sanitaires. Mais force est de constater qu'une grande partie des Algériens ne respectent pas ces prescriptions et recourent à un abattage très anarchique. Seul le civisme des citoyens peut

faire régner la propreté pendant la fête, une fois le sacrifice accompli.

Ainsi, pour veiller à la propreté de l'environnement, en assurant la collecte des ordures ménagères et des résidus du sacrifice, plus de 5 000 agents d'hygiène et 350 camions seront mobilisés à Alger à l'occasion de l'Aïd el Adha pour veiller à la propreté de l'environnement, a indiqué le directeur général de l'entreprise Extranet, Mechab Rachid. Un programme spécial a été mis en place pour la collecte des résidus de l'opération du sacrifice avant et après l'Aïd, les agents d'hygiène devront sillon-

ner les quartiers et ruelles de 31 communes, dont l'entreprise assure la gestion et la collecte. Dans le cadre de ce programme élaboré en coordination avec les communes concernées pour éviter la propagation de maladies, le nombre de rotations pour la collecte d'ordures devrait doubler.

Une vaste opération de nettoyage des mosquées et des marchés de proximité sera lancée au titre de ce programme. Selon M. Mechab, la nature des déchets durant la période de l'Aïd est différente de ceux collectés durant l'année d'où la nécessité d'une action efficace

Le Hadj 2016 fait ses premières victimes

Deux Algériens décèdent à La Mecque

En dépit des instructions fermes du département des affaires religieuses, notamment en ce qui concerne les certificats médicaux pour les personnes âgées et malades, cette année encore il s'est avéré que des personnes atteintes de maladies chroniques continuent à faire le déplacement pour le Hadj et le pays enregistre ses premiers décès de personnes âgées à La Mecque.

Deux Algériens sont décédés depuis le début du Hadj. Il semble que le problème des certificats médicaux délivrés aux personnes âgées qui veulent accomplir le Hadj en dépit de leur état de santé fragile refait surface cette année, même si les certificats de complaisance ont été interdits et que les autorités concernées avaient promis que cela ne se reproduirait plus. Selon le chef du centre de la mission, Messoud Bouledjoudja, il s'agit de Hamid Kateb, âgé de 73 ans et issu de la wilaya d'Alger, «décédé de mort naturelle au niveau du centre médical de la Biâtha (mission)». Le deuxième cas de décès, a-t-il ajouté, concerne

Ahmed Didi, âgé de 72 ans et provenant de la wilaya de Tlemcen, qui est mort naturellement dans son sommeil à l'hôtel Orjane al-Badié, dans la région Al-Houjoun à La Mecque. La commission médicale de La Mecque procède quotidiennement et en moyenne à 350 auscultations, a précisé la même

source, soulignant que «deux cas nécessitant des soins approfondis (maladies cardiaques et urinaires) ont été admis à l'hôpital d'Arabie saoudite».

Ce rituel n'a pas de prix pour certains croyants. Ils n'hésitent pas à demander à leurs médecins de les autoriser à faire le pèlerinage même au détriment

de leur santé. Et les médecins acceptent souvent de jouer le jeu, en les déclarant aptes à faire le voyage à La Mecque en dépit de leur état de santé et de leur âge.

Ce n'est pas un fait nouveau, les affaires de certificats médicaux de «complaisance» se sont multipliées ces dernières

années. Malgré l'interdiction du pèlerinage pour personnes malades, il s'est avéré que cette année encore des personnes atteintes de maladies chroniques continuent à faire le déplacement.

Le ministère des Affaires religieuses a été plus «sévère» dans ses orientations, notamment en ce qui concerne les certificats médicaux. Finalement, tout cela n'a servi à rien puisque des personnes souffrantes continuent à se rendre en Arabie saoudite pour le Hadj. Auparavant, il y a apparemment eu même des cas de malades mentaux et de personnes atteintes d'Alzheimer, ce qui rend des plus difficiles la mission du personnel chargé de veiller au bon déroulement du Hadj pour les Algériens.

Cette situation interpelle les institutions en charge de l'opération du Hadj et de la Omra à plus de rigueur dans l'attribution des autorisations. Cela, pour anticiper sur les problèmes que ces malades provoquent aux Lieux saints de l'Islam.

Louiza Ait Ramdane

Incendie de l'autocar transportant les hadjis

Les personnes ayant perdu leurs affaires indemnisées

LES PERSONNES ayant perdu leurs bagages et argent lors de l'incendie qui s'était déclaré lundi dans un autocar transportant des hadjis algériens de Médine vers la Mecque seront indemnisés, a rassuré le chef de centre de la mission Hadj et Omra à La Mecque, Messaoud Bouledjoudja. «Les hadjis ayant perdu bagages et argent recevront 40 rials par jour», a-t-il indiqué, ajoutant que les pèlerins concernés par l'opération de remboursement, et recensés par les services du Consulat d'Algérie à La Mecque sont au nombre de quatre personnes dont deux femmes. Le chef de la mission consulaire, Mohamed-Nacer Bessalkia, a précisé qu'une déclaration est établie sur la base des propos de tout hadj ayant perdu des bagages, de l'argent et s'étant présenté auprès des services consulaires. Et d'expliquer que sur la base de ce document, «une commission réunissant les différents membres de la mission Hadj et Omra de l'ONHO a siégé et décidé de leur fournir 40 rials comme secours par jour». Pour sa part, le transporteur saoudien, l'entreprise Abdelillah Al-Maghribi, s'est engagé à indemniser les hadjis algériens sur la base d'une déclaration de perte de leurs affaires et argent préalablement établie auprès de ses services, en leur offrant 11 000 rials, a souligné M. Bouledjoudja. Affirmant ainsi son engagement à «offrir des cadeaux à tous les hadjis se trouvant dans l'autocar, en guise de soutien moral». Des représentants du bureau de la mission de l'ONHO ainsi que le responsable de la fetwa à La Mecque et représentant de la direction des Affaires religieuses ont rendu visite aux personnes victimes de l'accident. Quatre hadjis parmi lesquels deux femmes ont subi des blessures légères, suite à un «incendie dû à un incident technique» qui s'était déclaré lundi dans un autocar les transportant de Médine vers la Mecque, a indiqué Mustapha Hidaoui, directeur de l'information à l'ONHO. R. N.

Il a rassuré que «l'Algérie va bien et les choses sont stables»

Sellal plaide pour l'ajournement de certaines revendications

■ La gestion de la crise financière était hier au cœur des déclarations du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en visite de travail à Saïda. Il a opté pour un discours d'optimisme malgré les données du marché pétrolier et ses retombées sur les réserves de change. Selon le chef de l'Exécutif, l'Algérie va bien tout en estimant que «certaines revendications nécessitent un ajournement».

Par Nacera Chennafi

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection hier dans la wilaya de Saïda, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a reconnu que la situation financière n'est pas facile avec un recul de la moitié des revenus. Toutefois, il a rassuré sur la gestion de la crise et le maintien d'un seuil de 100 milliards de dollars de réserves de change. Selon Sellal : «L'Algérie va bien, les choses sont stables et il faudra faire des efforts supplémentaires notamment dans le domaine agricole afin d'exporter davantage». Dans ce cadre, il a noté «la constante augmentation des crédits à l'économie et la création d'entreprises».

Le PIB algérien sera de 17 677 milliards de dinars à fin 2016

Il s'est montré aussi optimiste concernant l'évolution du Produit intérieur brut (PIB) algérien. «Le PIB algérien se situait à environ 16 700 milliards de dinars en 2015 et poursuivra sa croissance pour atteindre 17 677 milliards de dinars à fin 2016 puis 22 000 milliards de dinars en 2019 car il y a un renforcement de la production nationale, notamment dans le secteur industriel», a-t-il déclaré. Ce n'est pas tout puisque Sellal répond au dernier rapport de la Banque mondiale qui a tiré la sonnette d'alarme sur les réserves de change. «Certains croient que l'économie algérienne connaîtra des difficultés durant les pro-

chaines années, mais nous avons étudié la situation et jusqu'à 2019, les réserves de change algériennes ne baisseront pas sous le seuil des 100 milliards de dollars», a-t-il assuré. Une manière pour Sellal de répondre à l'institution financière mondiale qui a été aussi protestée par la banque algérienne. Sella a qualifié les réserves de change de «bonnes» et une inflation selon lui «stable». Celle-ci se situe entre 4 et 5%. Pour le Premier ministre, «le plus important est que le taux de croissance demeure positif». Défendant cette situation avec les chiffres, il précisa que le taux de croissance en 2016 est de «3,5%» et atteindra «3,9% en 2017».

Le Premier ministre a insisté sur la réussite de l'économie algérienne. Réussir «notre mue économique est vital» a-t-il soutenu expliquant que «même si les cours des matières premières augmentent, ils ne couvriront pas nos besoins futurs de développement». Il a observé que malgré «l'effondrement» du marché pétrolier et la réduction de moitié du volume de la fiscalité pétrolière, l'Algérie «résiste et continue d'améliorer ses performances économiques». Toujours sur le plan économique, il dira que «de nos jours, la concurrence économique est parfois plus rude et féroce que les guerres» tout en estimant que «capter les investissements et réaliser des partenariats n'est pas chose aisée».

Dans ce contexte, il a indiqué que ces résultats ont été obtenus grâce «aux mesures de rationalisation de la dépense, de ma-



Ph./DR

trise du commerce extérieur, de réduction des importations, avec la poursuite des efforts de l'Etat dans le domaine social et les secteurs névralgiques». Dans ce cadre, il a rassuré sur le maintien du soutien de l'Etat à la réalisation des différents programmes d'habitat malgré la situation financière. Il a ajouté qu'«en application des directives du président de la République, nous avons également veillé à répartir les efforts sur toutes les couches sociales, en épargnant les catégories fragiles et les nécessiteux». Abordant le nouveau modèle de croissance, validé par la dernière tripartite et le Conseil des ministres, il a indiqué que l'objectif du gouvernement est de «préserver les acquis sociaux en menant des réformes visant l'efficacité de notre dispositif économique et social dans l'administration publique et dans

l'entreprise. C'est pourquoi il nous faut obligatoirement rester solidaires et accepter la rigueur pour passer à la croissance».

«Le dossier de la retraite anticipée a été politisé»

Plaidant pour une «solidarité», il a estimé que «certaines revendications nécessitent un ajournement». Dans ce contexte, il a défendu une nouvelle fois la décision prise lors de la dernière tripartite portant sur la suppression de la retraite anticipée tout en accusant de politiser ce dossier. «Le dossier de la retraite anticipée a été politisé» tout en défendant que «le gouvernement n'a rien ramené de nouveau et n'a fait que revenir à l'ancien système». Selon le Premier ministre, il faut aussi revenir à la méthode de travail adoptée avant 1996. **N. C.**

M^e Fatima-Zohra Benbraham sur la restitution des archives nationales

«La France veut gagner une guerre de mémoire par l'oubli»

La déclaration faite tout récemment par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni sur la restitution des archives nationales de la période coloniale détenues par la France, dans lesquelles il qualifiait de «très complexes» les pourparlers bilatéraux engagés sur ce sujet, Maître Fatima-Zohra Benbraham, estimera qu'«il s'agit là d'une guerre de mémoire que la France veut gagner par l'oubli, alors que pour nous, il s'agit de mener une guerre contre l'oubli». Contactée par téléphone, Maître Fatima-Zohra Benbraham connue pour son engagement sur ce dossier dira : «Certes, nous ne sommes pas à armes égales, mais nous allons la gagner grâce à la compétence des spécialistes et experts de la question des archives». Et pour cause, elle considérera que «la restitution des archives nécessite d'abord une volonté politique», mais auparavant, il s'agira d'un travail juridique de fond sur cette question à mener au préalable. Pour cela, il est, selon elle, primordial d'engager

un travail de recherche drastique notamment sur le plan juridique, et de définir en premier la nature et l'objectif des documents à récupérer. «Il y a certes des archives compromettantes» affirmera la juriste, «mais celles concernant l'état civil des Algériens, celles du dossier sur les essais nucléaires dans le Sud du pays, nous sommes en droit total de les avoir» d'autant plus dira-t-elle que «des lois ont été votées en France sur la levée du secret défense». Argumentant ces propos, M^e Benbraham rappellera l'obligation faite par «le Conseil constitutionnel français à Nicolas Sarkozy, à l'époque président de la République française, l'obligeant à prendre une décision politique sur la question des archives du nucléaire», afin d'éviter le risque avéré de «l'explosion» du dossier. «La force de l'arrêté du Conseil constitutionnel prime dans la logique de la hiérarchisation des lois lorsqu'il s'agit de l'intérêt de l'Etat», martèlera-t-elle. D'autre part, sur la lenteur que prend le règlement de ce dossier, M^e Benbraham évo-

quera «la faiblesse intellectuelle» de la partie algérienne face aux Français qui eux sont très au fait sur le sujet. Aussi, émettant de soutes sur l'aptitude de la commission, récemment mise en place, en charge du dossier des archives, M^e Benbraham estimera que la composante de ladite commission devrait être «technique» essentiellement constituée de spécialistes de différents secteurs et autres experts juridiques qui «parlent la même langue», non seulement à même de procéder aux travaux de recherches qu'elle avait cités plus haut, mais aussi capables de mener les négociations avec la partie française. Incontestablement, il est question d'«un véritable plaidoyer à tenir», lancera l'avocate. De plus, pour elle, ladite commission doit être dédiée exclusivement à la problématique des archives, «non pas de la gestion des différends contentieux». Appelant à libérer «les portes blindées des archives pour les chercheurs», elle conclura que «comme pour un mariage, l'histoire c'est à deux». **Lynda Naili**

LA QUESTION DU JOUR

Libérer Mossoul mais sans que cela profite à Damas

suite de la page Une

Sans doute eux et leurs alliés occidentaux sont-ils déterminés à éradiquer la menace représentée par Daech, qui pèse aussi sur eux, mais il leur importe pour le moment bien plus de conserver les intérêts de tous ordres qu'ils ont dans la région, et qui à terme peuvent être remis en cause non par Daech, dont l'élimination n'est plus qu'une question de temps, mais par une victoire de l'armée loyaliste syrienne aidée de ses alliés contre les groupes rebelles qu'eux-mêmes portent à bout de bras. Une victoire militaire de cette armée aurait pour premier effet le maintien du régime syrien pour l'essentiel dans sa forme actuelle, ce qui à son tour ne manquerait pas de se traduire par une reconfiguration géopolitique de toute la région. Pour que tout reste en l'état, il faut donc que le régime syrien tombe, ce qui implique qu'il perde la guerre. C'est dans cette optique que les Américains en sont venus à donner leur feu vert aux Irakiens désireux de libérer Mossoul avant que cette année ne s'achève. Chassés de Mossoul, les combattants de Daech passeront inéluctablement en Syrie, où ils conservent des positions fortes, et où d'ailleurs se trouve leur capitale, Raqa. Le principal souci de l'administration américaine sortante, c'est de faire en sorte que celle qui la remplace ait les moyens de faire une politique différente de la sienne. Or il est de plus en plus probable que c'est Hillary Clinton qui prendra la relève de Barack Obama. Un politique américain qui avait été contre l'invasion de l'Irak en 2003 cèdera selon toute apparence les commandes à une politique qui elle avait au contraire cautionné cette même invasion, un tournant dans l'histoire de la région, et du monde par là même, dont les effets se développent encore. H. Clinton s'est bien gardée jusque-là de dire ce qu'elle ferait en Syrie si elle était élue. Et pour cause, elle sait que c'est la politique extérieure d'Obama qui est aujourd'hui en phase avec l'opinion américaine. Elle réduirait pour le moins ses chances de le remplacer si elle déclarait qu'elle-même ferait une autre politique. D'autant qu'elle les a accrues en faisant croire qu'elle n'avait d'autre ambition que continuer en tout la politique d'Obama.

M. H.

Violation des rares espaces aménagés pour les invalides

Quand l'incivisme piétine l'accès des handicapés

■ La rentrée scolaire et sociale est une période où l'affluence des gens augmente le plus dans les rues. Des fonctionnaires aux jeunes écoliers ainsi que des familles faisant leurs dernières emplettes pour l'Aïd, l'afflux ne manque pas ces jours-ci.

Par Yacine Djadel

Un fait que l'on remarque beaucoup plus dans les grands espaces urbains, surtout à proximité des stations de transport public. Les personnes handicapées, comme tout individu ordinaire, circulent elles aussi un peu plus que d'habitude et prennent quotidiennement ces moyens de transport en commun. Des espaces spécialement spécifiques à leurs besoins sont d'ailleurs été aménagés par la tutelle en vue de leur faciliter la tâche. Des aménagements faits à leur égard par l'Etat et qui concernent presque tous les lieux de déplacements. Du simple bus Etusa au tramway, passant par le train ainsi que le métro à l'exemple d'Alger, aucun de ces endroits n'est censé ne pas être équipé d'un espace particulièrement réservé à cette catégorie de personnes. Si on se fie aux textes de loi en vigueur, même des parkings spéciaux pour handicapés leur sont consacrés. Néanmoins, dans la réalité quotidienne que vivent ces derniers, il est vrai que ce genre de commodités existent en Algérie, quoique à proportions très restreintes, pour satisfaire la totalité des besoins à travers le territoire national. Un pro-



blème encore plus grave vient bafouer le moindre droit de ces personnes à mobilité réduite.

C'est bien le non-respect et l'incivisme de la majorité des citoyens dit normaux à leur rencontre. Effectivement, ces comportements vils et condamnables de la plupart des gens, on n'en voit chaque jour.

L'exemple le plus frappant s'avère être du côté de la station de métro de Bachdjarah à Alger, selon un citoyen indigné, rencontré sur les lieux. En effet, à l'intérieur de cette station, un ascenseur a été exclusivement réservé aux voyageurs à besoins spécifiques ainsi que les femmes enceintes ou avec poussette.

«Imaginez concernant cet ascenseur, les scènes sont justes désolantes. A l'origine l'espace est censé être emprunté uniquement par les personnes en ayant réellement besoin, mais malheureusement, faute d'incompréhension, il n'y a que les gens qui en ont le moins besoin qui l'utilisent», nous confirme Samir,

l'un des agents de l'ARATP. «Une fois j'ai vu même un jeune musclé, emprunter l'ascenseur alors qu'un vieux montait l'escalier. On les interpelle mais ils ne nous écoutent jamais...», ajoute un autre collègue à lui. Les droits de handicapés sont donc piétinés gratuitement par des citoyens de plus en plus indifférents. C'est dire tout le drame de cette catégorie, déjà qu'ils ne sont pas gâtés en termes de droits, en plus de leur modique pension mensuelle à 4 000 DA, ces derniers se trouvent être violentés même dans les rares attentions qu'on leur accorde. De ce fait il est à rappeler que ces situations déplorables ne sont pas des cas isolés. Un peu partout, les rares espaces aménagés pour handicapés ne sont point respectés. Au centre commercial Ardis, à Alger, Mimi, une handicapée, la cinquantaine, nous a fait part de son témoignage. «Chaque jour c'est la même bataille, je trouve à chaque fois occupé le coin spécialement pour handicapé où je dois garer ma voiture. Déjà qu'il me faut toujours de l'aide pour me rendre jusqu'au supermarché, je m'emporte souvent avec ces gens qui n'ont pas honte de nous prendre le peu de place qu'on nous réserve», a-t-elle déploré.

Y.D.

Bureaux de poste d'Alger

Retrait quotidien de 1,8 milliard DA par les clients

Les retraits journaliers effectués au niveau des bureaux de poste d'Alger avoisinent 1,8 milliard DA, a fait savoir hier le directeur de wilaya de la Poste et des télécommunications, Bouchikhi Abdelkader. La moyenne journalière des retraits de fonds effectués au niveau des 210 bureaux de poste de la capitale avoisine 1,8 milliard de DA et peut atteindre le pic des 2 milliards lors des périodes liées à différentes circonstances telles les fêtes de Aïd el Fitr et Aïd el Adha, a indiqué le responsable. Le problème de

manque de liquidité au niveau des bureaux de poste d'Alger ou des 140 distributeurs automatiques de billets ne se pose plus, a soutenu M. Chikhi. Même lorsqu'il arrive qu'il se produise incidemment pour quel que motif que ce soit, il y est remédié en une journée tout au plus, a-t-il affirmé. Une cellule de suivi a été mise en place depuis 2009 au niveau de la direction à l'effet de parer à ce problème qui préoccupait les clients d'Algérie Poste, a rappelé M. Bouchikhi. Pour ce qui est de la généralisation des distributeurs

automatiques de billets, le même responsable a indiqué que la nouvelle approche de la tutelle se proposait d'améliorer cet aspect en procédant à la rénovation et à la généralisation des équipements notamment à travers la maintenance en amont. S'agissant de la charge enregistrée au niveau des bureaux de poste, le même responsable a assuré que le problème a été relativement atténué par l'ouverture de 210 nouveaux bureaux affirmant que la couverture actuelle des services postaux dans la

capitale est estimée à un bureau de poste pour 13 000 habitants contre 30 000 habitants en 2006. La décennie s'étalant entre 2006 et 2016 a été marquée par la réception de nombre de projets dans ce cadre avec une moyenne de 7 nouveaux bureaux par an contre deux par an. Pour ce qui est des projets visant l'amélioration du service public, 14 nouveaux bureaux de poste sont en cours de réalisation à travers les circonscriptions de Dar El-Beïda, Baraki, Draria, Birtouta, Bir Mourad Raïs, Bab el-Oued et

Rouiba. Le secteur de la Poste bénéficiera de l'aménagement des locaux appartenant à la wilaya en vue de leur aménagement en bureaux de poste dans le cadre de la stratégie d'amélioration du service public. Ces nouveaux locaux devraient s'ajouter à ceux réceptionnés dans le même cadre depuis 2013 à travers les circonscriptions de Dar El-Beïda, Bir Mourad Raïs, El-Harrach, Draria et Chéraga en plus du réaménagement de 44 anciens bureaux de poste à Alger.

A. S.

Education à Béjaïa

Reprise du corps pédagogique

Après la reprise dimanche du corps administratif avec ces 6 713 agents, avant-hier c'était au tour du corps pédagogique de reprendre le service. Ils étaient 13 495 enseignants au total à reprendre leur job, selon la direction de l'éducation dont 5 294 au primaire, 4 923 au moyen et 3 222 au secondaire. Il y a aussi 651 nouveaux enseignants dont 388 au primaire, 148 au moyen et 115 lycées au secondaire, en sus de 700 enseignants vacataires qui ont reçu leurs affectation hier. Ceci pour combler la vacance de 816 instituteurs manquant dans le primaire, 991 professeurs au moyen et 113 enseignants dans le secondaire.

Cet effectif devrait encadrer dès dimanche 196 500 élèves inscrits pour la nouvelle année scolaire. Le personnel administratif et pédagogique du secteur de l'éducation à Béjaïa qui dispose d'un effectif 19 713 salariés au total. La direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa lance cette année un concours externe pour le recrutement de 152 fonctionnaires, à savoir 15 intendants, 09 sous-intendants, 83 superviseurs, 13 conseillers d'orientation scolaire et 32 attachés principaux de laboratoire. Pas moins de 20 centres de dépôts de dossiers ont été ouverts, à raison d'un centre dans chaque chef-lieu de daïra et deux centres au

niveau du chef-lieu de wilaya et la date du concours a été annoncée pour le 17 septembre prochain. A noter que des enseignants issus de la circonscription «1» se sont plaint hier du manque de formation, ceux concernés notamment par les nouveaux programmes ou les programmes dits de la 2^e génération (1^{re} années secondaire et moyen et les 1^{re} et 2^e années primaire). Cela est dû apparemment à la vacance du poste d'inspecteur au niveau de cette zone. La direction de l'éducation par la voix de son secrétaire général a rassuré ces derniers sur l'accompagnement que vont dispenser les inspecteurs aux

enseignants à ce sujet. «Le livre scolaire est un outil, les enseignants vont recevoir les programmes et les méthodes et vont être accompagnés par les inspecteurs durant les premières semaines de la rentrée et toute l'année», rassure le SG de la direction de l'éducation Beza Benmansour. Concernant le livre scolaire, 1 644 000 00 vont être distribués cette année et aussi 352 355 manuels en plus. A noter qu'un salon du livre scolaire se tiendra pour la première fois au niveau de l'école El-Mokrani, cité Tobbal, (Béjaïa). Il ouvrira ses portes aujourd'hui. Les élèves des trois paliers et leurs parents auront, ainsi, l'occasion d'ache-

ter les nouveaux manuels scolaires avant même la rentrée des classes dimanche prochain. S'agissant des opérations de solidarité envers les élèves nécessiteux, plusieurs actions sont menées par le mouvement associatif. On note celle de l'association Rahma qui compte distribuer comme chaque année 600 trousseaux scolaires. Un cartable plein d'articles scolaires en sus d'un tablier. L'association Agraw du village Tkhlijdt dans la commune de Chemini a organisé aussi un gala de solidarité pour collecter des fonds et offrir 30 trousseaux scolaires aux enfants des familles nécessiteuses du village.

Hocine Cherfa

Marché mondial du sucre

Prévision d'un déficit important en 2016/2017

■ L'Organisation internationale du sucre (ISO) a indiqué avant-hier dans son rapport trimestriel prévoir un nouveau déficit de 7,048 millions de tonnes sur 2016/2017 qui devrait connaître une consommation mondiale beaucoup plus importante que la production.

Par Mohammed Kh.

L'ISO a par contre révisé en baisse le déficit anticipé pour la saison actuelle, courant d'octobre 2015 à septembre 2016, estimant qu'il s'établira à 5,744 millions de tonnes, contre 6,651 millions de tonnes précédemment estimées en mai. «Après un an d'un large déficit statistique, le premier en cinq ans, estimé à 5,744 millions de tonnes, l'économie mondiale du sucre affronte une seconde saison avec un fossé encore plus grand entre la production et la consommation mondiales», a indiqué l'ISO dans un communiqué.

Selon l'organisation, la production mondiale de sucre de 168,010 millions de tonnes attendue la saison prochaine, en hausse de 1,31%, ne sera en effet pas en mesure de répondre à une progression de 2,02% de la consommation mondiale de cette matière première, estimée à 175,058 millions de tonnes en 2016/2017, ce qui résultera en un déficit de 7,048 millions de



tonnes. Dans ses prévisions préliminaires publiées en mai, l'ISO avait précédemment estimé que l'année 2016/2017 serait marquée par un déficit mondial d'environ 3,8 millions de tonnes. «Du point de vue des fondamentaux

(de l'offre et de la demande), le tableau de 2016/2017 contient les trois éléments majeurs caractérisant un marché déficitaire», a estimé l'ISO, citant une consommation mondiale prévue beaucoup plus importante que la pro-

duction, une balance commerciale extrêmement resserrée et une possible réduction du rapport entre stocks et consommation à un niveau critiquement bas. L'anticipation d'un déficit pour la saison 2015/2016 et

2016/2017 a largement contribué à soutenir les cours du sucre, qui ont gagné quelque 60% à Londres et près de 90% à New York depuis fin août 2015.

M. Kh.

Accord de libre-échange UE-USA

La perspective s'éloigne à fin 2016

La Commission européenne a refusé mardi d'admettre l'échec des négociations entre l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis sur la conclusion d'un traité de libre-échange transatlantique (TTIP) à la fin de l'année, reconnaissant toutefois que les pourparlers entre les deux parties ont été «difficiles». Réagissant aux déclarations du président français François Hollande et à celles du vice-chancelier et ministre allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel, la commissaire européenne au Commerce, Cécilia Malmstrom, a affirmé lors d'un point de presse que «les négociations n'ont pas échoué», mais elles «ont été difficiles, et

nous le savions depuis le début». Dimanche dernier, le ministre allemand de l'Economie a soutenu que les négociations entre l'UE et les USA ont échoué. «Les discussions avec les Etats-Unis ont de facto échoué car nous, Européens, ne devons bien sûr pas céder à leurs exigences», a-t-il déclaré à la chaîne de télévision allemande ZDF. Avant-hier, François Hollande a exclu la possibilité de conclure un accord avec les Américains à la fin de l'année et a affirmé que son pays ne peut pas approuver le projet d'accord présenté, dénonçant un «déséquilibre évident» en faveur des Américains. Le chef de l'Etat français a refusé de «cultiver une

illusion, qui serait celle de conclure un accord avant la fin du mandat du président des Etats-Unis. Le dernier round de négociations, tenu à la mi-juillet, n'a pas permis d'avancer sur de nombreux points «sensibles», selon une source européenne qui cite les risques d'abaissement du niveau d'exigence dans les normes sanitaires et environnementales et souligne l'inquiétude des Européens par rapport aux mécanismes de règlement des différends économiques. Une rencontre informelle est prévue le 23 septembre prochain à Bratislava, mais la France demande, d'ores et déjà, «l'arrêt pur et simple des négociations» pour «pouvoir

repandre, par la suite, sur de bonnes bases». Le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur, Matthias Fekl, a annoncé dans la matinée que son pays demande «l'arrêt définitif de ces négociations» par ce qu'elles «ont été engagées dans l'opacité». Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a affirmé de son côté que les Européens veulent «plus de la part des Américains, et notamment l'accès pour nos entreprises aux marchés publics sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis», relevant qu'«il y a encore trop de secteurs fermés». Les négociateurs de l'UE et des Etats-Unis ont entamé en 2013 des discussions pour créer

la plus grande zone de libre-échange au monde. Ils espèrent toujours boucler les discussions à la fin de l'administration Obama, à la fin de l'année. «Nous avions l'objectif de conclure avant la fin du mandat Obama et nous l'avons toujours», a soutenu la Commissaire européenne au Commerce, soulignant, toutefois, que si «cela devient pas possible, nous devons faire des progrès». Cependant, cette perspective s'éloigne, chaque jour un peu plus, en raison de l'opposition de pays comme la France et la mobilisation citoyenne. Le vote des Britanniques en faveur d'une sortie de l'UE a compliqué davantage la donne.

Amina K.

Alors que le marché sombre dans le doute sur un gel de la production

Le pétrole au rouge

Les cours du pétrole repassaient dans le rouge avant-hier en fin d'échanges européens, lestés par un net renforcement du dollar après un bon indicateur américain et alors que le marché doutait de plus en plus de la conclusion d'un accord sur un gel de la production fin septembre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 48,41 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en recul de 85 cents par rapport à la clôture de lundi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 51 cents à 46,47 dollars. Les cours du Brent et du WTI, orientés à la

hausse depuis le début des échanges asiatiques, ont piqué du nez peu après l'ouverture des échanges américains, souffrant d'une importante appréciation du billet vert ainsi que de doutes concernant l'issue à attendre de la réunion informelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévue fin septembre à Alger.

«Les attentes accrues autour d'un accord sur un gel (de la production) qui pourrait être sécurisé par l'Opep lors de sa réunion informelle en septembre ont été dissipées par des commentaires de l'Arabie saoudite et de l'Irak qui continuent à déverser une production record sur le marché», commentait Lukman

Otunuga, analyste chez FXTM. Le fort renchérissement du dollar mardi, qui a atteint de nouveaux plus hauts en plus de quinze jours face à l'euro, a également contribué à peser sur les échanges pétroliers, libellés en billets verts et donc rendus plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises. Le dollar est en effet recherché depuis un discours prononcé vendredi par la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed) Janet Yellen à Jackson Hole aux Etats-Unis, laquelle juge avoir eu davantage d'arguments ces derniers mois pour justifier un prochain resserrement monétaire.

Or, les attentes du marché concernant un prochain relève-

ment des taux américains se sont trouvées confortées mardi par une amélioration inattendue du moral des ménages aux Etats-Unis en août, qui est ressorti au plus haut en presque un an.

«Avec le dollar qui pourrait se renforcer davantage alors que les spéculations sur les hausses de taux s'intensifient, de futurs mouvements haussiers spéculatifs des prix du pétrole encouragés par l'Opep pourraient être limités», poursuivait M. Otunuga.

Selon ce dernier, tous les yeux sont désormais tournés vers la réunion informelle de l'organisation à la fin du mois prochain et si cette dernière se conclut sans un accord solide, le

pétrole pourrait être exposé à de lourdes pertes. En attendant, les investisseurs seront également attentifs à la publication avanthier soir après la clôture des échanges des estimations de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) sur l'état des réserves pétrolières aux Etats-Unis, avant les chiffres officiels du département américain de l'Energie (DoE) attendus mercredi.

Les prix du pétrole étaient orientés à la baisse hier en Asie en raison du renforcement du dollar et de propos d'un ministre iranien annonçant une augmentation de la production de son pays.

Maissa B.

Khenchela

La pommiculture à Bouhmama, des potentialités et des aspirations

■ La pomme de Bouhmama fait désormais la réputation de la région montagneuse éponyme située dans la wilaya de Khenchela avec son abondance et sa qualité très appréciées sur les grandes places de commerce de gros de fruits et légumes du pays.



PH. > D. R.

Par Ilham N.

Les variétés «Golden» et «Royal», aux nuances de rouge, de rose et de jaune, croquantes à la saveur sucrée sont les «stars» d'une pro-

duction distinguée qui tend à émerger et un label-qualité confirmé. Autant qu'ils sont fiers de leur pommiculture devenue de fait leur principale activité agricole, les arboriculteurs de Bouhmama craignent pour le devenir de la filière. Abdallah, ex-

cadre des services agricoles propriétaire d'un verger de 1 000 pommiers, assure que cette activité agricole est très rentable avec des rendements moyens allant de 500 à 1 500 quintaux à l'hectare mais l'absence surtout de structures de stockage et d'unités de transformation amène parfois les agriculteurs à jeter la moitié de leur production qui se corrompt faute de preneurs. L'expansion de cette arboriculture a entraîné, ajoute Abdallah, une pression sur la nappe phréatique avec la multiplication effrénée des forages artésiens responsable d'une baisse de 30 mètres du niveau des eaux souterraines. Un constat très alarmant qui menace de sécheresse les vergers de Bouhmama à défaut de réalisation de barrages et retenues collinaires pour la mobilisation des eaux de surface, ajoute cet ancien cadre agricole. Autre problème redouté par les producteurs est la chute de grêlons qui occasionne parfois de grands dégâts à cette culture. La solution idéale contre cet aléa climatique est le filet anti-grêle mais son coût élevé, affirme-t-on, demeure dissuasif pour la plupart des agriculteurs, affirment plusieurs producteurs.

Un marché de gros pour les pommes, un atout pour faire émerger la filière

Pour améliorer les conditions de commercialisation de leur fruit, les pommiculteurs de Bouhmama ne cessent de réclamer la création d'un marché de gros qui leur éviterait les tracas de déplacement de récoltes vers les marchés de la région.

Pour la directrice de l'industrie et des mines, Latifa Rahmani, toutes les facilités sont assurées pour les investisseurs désireux de créer des unités de stockage ou de transformation de pommes. Toutefois, regrette la même responsable, aucun dossier n'a été déposé en ce sens au niveau de ses services.

Une commission ministérielle a été dernièrement dépêchée à Khenchela pour évaluer les potentialités du pôle arboricole de la daïra de Bouhmama qui comprend les communes de Chélia, Lemsara, Yabeur et Bouhmama, a indiqué le directeur des services agricoles, Ahmed Lebrara.

La commission a fait le point sur les capacités de production et les préoccupations exprimées par les producteurs, assure M. Lebrara. 900 000 quintaux de pomme, toutes variétés confondues, devront être produits par la région de Bouhmama sur un total de 1,135 million quintaux attendus dans toute la wilaya, affirme le chef du service organisation de la production, Ahmed Hamzaoui, qui relève que la récolte 2016 sera bien meilleure que celle des saisons précédentes qui avaient été affectées par les chutes de grêlons.

Selon le même cadre, un soutien public à l'acquisition des filets anti-grêle pour la protection de la production par couverture de 50% des charges a été accordé à 31 pommiculteurs de Bouhmama pour un total de 145 hectares (87 millions DA) dont 37 hectares ont été effectivement couverts. 6 518 hectares sont consacrés à la culture des pommiers dans la wilaya de Khenchela qui compte au total 2,6 millions arbres dont 1,8 million de producteurs, a souligné le responsable.

I. N./APS

Souk-Ahras

Un complexe de transformation pour renforcer la filière lait

La filière lait de Souk-Ahras vient d'être renforcée par un projet de réalisation d'un complexe de transformation de lait devant être réalisé dans la zone d'activité de la commune de Bir Bouhouche, a-t-on appris à la direction des services agricoles (DSA). S'étendant sur une surface de 12 000 m², cet investissement privé devant entrer en service d'ici à février 2017 permettra la production de 80 000 litres de lait quotidiennement, a-t-on informé de même source. Un budget de 761 millions DA a été mobilisé pour la réalisation de ce projet appelé à

ouvrir une cinquantaine de postes de travail, a-t-on souligné de même, précisant que ce futur complexe produira quatorze variétés de fromages. Sur une quantité de 110 millions litres de lait produits dans cette wilaya frontalière au titre de la précédente saison agricole, 45 millions de lait uniquement ont été collectés, ont révélé de responsables de la DSA qui ont soulevé le «déficit» enregistré en matière d'unités de transformation de cette matière alimentaire au nombre de deux seulement d'une capacité globale de 50 000 litres/jour. La zone d'ac-

tivité de la commune de Bir Bouhouche (70 km au sud de Souk-Ahras) continue de capter plusieurs investisseurs de la wilaya et autres issus des régions limitrophes, a-t-on souligné de même source, faisant part, dans ce contexte, du caractère agricole de cette commune réputée pour la production du lait et des différentes variétés de légumes, de céréales et des viandes. Plusieurs projets de réalisation d'unités industrielles de transformation agroalimentaire sont en cours de réalisation dans cette zone d'activité qui s'étend

sur une surface 30 ha, a-t-on indiqué à la wilaya, précisant que ces projets permettront l'ouverture de plusieurs centaines de postes de travail pour les habitants de cette collectivité locale et autres communes limitrophes. Dans ce contexte, la même source a fait part de la réalisation, dans cette zone d'activité datant de 1991, de huit projets en rapport avec le secteur des industries de transformation agroalimentaires (unité de transformation de tomate industrielle, et trois unités de transformation de lait entre autres). **Ali O./Agences**

Relizane Financement de projets au profit de retraités de la garde communale

QUELQUE 29 projets ont été financés au profit de retraités de la garde communale au titre du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem), a-t-on appris de la directrice de wilaya de cette structure. Le financement de ces crédits s'inscrit dans le cadre de la convention, signée entre le ministère de l'Intérieur et celui de la Solidarité nationale, la Famille et la Condition féminine, permettant aux agents de la garde communale retraités de bénéficier de crédits Angem. Les bénéficiaires ont reçu des crédits d'une valeur de 100 000 DA destinés à l'acquisition de la matière première nécessaire aux activités de services, de l'artisanat et du bâtiment entre autres. La même responsable a indiqué que 87 autres projets sont en cours de financement sur un total de 129 dossiers déposés et avalisés dont le financement sera effectif dans les prochaines semaines. L'antenne de Relizane de l'Angem a financé plus de 500 projets durant le premier semestre de l'année en cours, dont plus de 300 projets initiés par des femmes au foyer. **R.R.**

Rentrée scolaire 2016/2017 à Tizi Ouzou

L'enseignement de tamazight sera généralisé dans tous les établissements

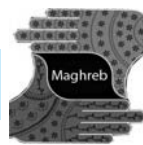
Quelque 211 459 élèves sont attendus à Tizi Ouzou pour la rentrée scolaire 2016/2017, a indiqué, hier, la cellule de communication de la direction locale de l'éducation dans un communiqué. Pour le palier primaire, 108 574 prendront le chemin de l'école dont 17 213 en classes préparatoires et 18

522 en première année. Toujours selon les indications fournies par la même source, 63 468 élèves reprendront les cours dans le palier moyen et 39 417 dans l'enseignement secondaire. Par ailleurs, de nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers devront ouvrir leurs portes à l'occasion de cette rentrée

pour accueillir les élèves dans de meilleures conditions et atténuer la surcharge dans certains établissements. Il s'agit de la réception de cinq projets de lycées à Tamda, Frikat, Boudjima, Oued Falli et Boukhalfa, 6 collèges au niveau des localités de M'kira, Aghribs, Makouda, Aït Toudert, Ath Zikki et Illoula Oumalou

ainsi que 25 groupes scolaires dont cinq en remplacement d'anciennes structures pour le cycle primaire. A noter que pour cette année scolaire, pour la première fois, tamazight sera enseigné dans tous les établissements de la wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid M.



Libye

Les forces loyalistes avancent vers les dernières positions de l'EI à Syrte

■ Les forces du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont annoncé qu'elles avançaient vers les derniers retranchements des terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) désormais acculés dans un seul quartier de leur ex-bastion de Syrte. «Nos forces avancent à l'intérieur des secteurs où sont retranchés les (terroristes) de Daech», ont indiqué les forces du GNA sur leur page Facebook.

Par Faiza O.

Elles avaient annoncé lundi soir avoir chassé «totalement» les terroristes du Quartier N°1, l'un des deux derniers qu'ils

contrôlaient encore dans la ville côtière de Syrte (centre-nord), au terme de combats meurtriers. Les terroristes sont désormais acculés dans le Quartier N°3, de cette ville qu'ils avaient conquise en juin 2015, ont affirmé les forces du GNA, précisant s'être «emparées d'un peu plus de la moitié» de ce quartier. Le porte-parole de l'opération militaire à Syrte, Reda Issa, avait déclaré plus tôt mardi que les forces du GNA «se redéployaient dans le Quarter N°1 (nord) et ratissaient ses rues, pour préparer l'assaut sur les secteurs encore sous contrôle de l'EI dans le Quartier N°3» dans l'est de Syrte. «Les secteurs où se trouve encore l'EI ne sont pas d'une importance stratégique», avait-il souligné, disant s'attendre à ce que «la situation soit tranchée dans un très bref délai». Les forces du GNA avaient lancé dimanche «l'ultime bataille» pour reconquérir la totalité de la ville Syrte, située sur la côte méditerranéenne à environ 450 km à l'est de Tripoli, où un millier de soldats avaient encerclé les deux derniers quartiers aux mains des terroristes. Les combats avaient fait dimanche et lundi près de 50 morts et 200 blessés dans les rangs des forces du GNA selon des sources médicales. Les forces loyalistes combattant à Syrte ont récemment profité des



raids de l'aviation américaine pour lancer leur dernier assaut alors qu'elles peinaient depuis juin à déloger les terroristes de Daech de leur fief.

Près de 6 500 migrants secourus au large

Quelque 6 500 migrants ont été secourus au large des côtes libyennes le 29 août, soit l'une des journées les plus chargées de ces dernières années dans

cette partie de la Méditerranée. De nouvelles arrivées massives sont attendues. Lundi aura été l'une des journées les plus chargées sur la Méditerranée depuis des années. Les gardes-côtes italiens ont annoncé, lundi soir, avoir coordonné le secours d'environ 6 500 migrants au large de la Libye. Des navires des gardes-côtes et de la marine italienne, de l'opération européenne anti-passeurs Sophia, de l'agence européenne Frontex, de la marine irlandaise et d'organisations

humanitaires sont intervenus auprès de 40 embarcations de fortune. L'organisation catalane Proactiva Open Arms et le navire «Dignity» de Médecins sans frontières (MSF) ont participé au sauvetage de 15 canots pneumatiques et d'un bateau de pêche sur lequel plus de 700 personnes étaient entassées. Sur les photos diffusées sur Twitter par les ONG, on peut voir des hommes se jeter en mer après avoir reçu un gilet de sauvetage pour tenter de rejoindre les secours. F. O./APS

Tunisie

La corruption a atteint un stade «épidémique»

La corruption a atteint un stade «épidémique» en Tunisie, a souligné le président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLC) dans un rapport. Le gouvernement d'union entré en fonctions lundi a dit vouloir faire du combat contre la corruption l'une de ses priorités. Le Premier ministre Youssef Chahed a annoncé la suppression du ministère jusque-là dédié à cette lutte afin de concentrer tous les moyens de l'Etat en faveur de l'INLC, une instance indépendante spécialement chargée de combattre ce fléau. Nommé à la présidence de cette Instance en début d'année, Chawki Tabib a profité de la présentation d'un rapport devant la presse pour exhorter le cabinet Chahed à l'action. «Nous avons conclu qu'elle (la corruption) a atteint un stade épidémique. Mais un stade épidémique auquel on peut encore faire face si tous les efforts sont consacrés à la lutte contre la corruption, et notamment si on concrétise la déclaration de guerre du Premier ministre», a-t-il proclamé. Il «fait éradiquer les barons de la corruption (...) qui ont percé les appareils de l'Etat ainsi que les médias et les partis au pouvoir», a renchéri M. Tabib. Le fléau touche aussi des magistrats impliqués dans des dossiers examinés par la justice depuis des

mois, a-t-il encore avancé, sans fournir de noms. Le responsable a relevé que des experts évaluaient le coût de la corruption et de la mauvaise gouvernance en matière de contrats publics «à deux milliards de dinars», soit environ 800 millions d'euros. «C'est beaucoup trop pour notre économie», a-t-il noté. En termes d'actions concrètes à mener, Chawki Tabib a appelé à renforcer l'arsenal juridique, notamment en matière de vérification des patrimoines et de lutte contre les conflits d'intérêt. Selon une récente étude de l'ONG Transparency International, plus

de deux tiers des Tunisiens jugent que la corruption a augmenté dans leur pays au cours de l'année écoulée.

Lancement des préparatifs du prochain congrès de l'UGTT

La commission administrative de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a entamé à Hammamet (gouvernorat de Nabeul), les préparatifs du prochain congrès qui se tiendra à Tunis du 22 au 25 janvier 2017. Le programme d'action de la commission porte, notamment,

sur les préparatifs matériels et logistiques du congrès et le choix du slogan, a précisé Sami Tahri, secrétaire général-adjoint et porte-parole de la Centrale syndicale dans une déclaration à la correspondante de l'agence TAP. Il englobe aussi l'étude du projet de loi sur l'économie solidaire qui sera soumis à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) pour adoption, a-t-il ajouté. D'après Tahri, la commission administrative jettera aussi la lumière sur l'appui de l'UGTT au gouvernement Chahed qui «dépendra de son engagement à concrétiser le Document de

Carthage». L'organisation syndicale a mis en garde contre l'adoption d'une politique d'austérité et la privatisation de certaines institutions publiques, a-t-il indiqué, affirmant que «l'UGTT est appelée à contrôler le travail du gouvernement et à faire face à tout programme n'ayant pas un aspect social». De son côté, le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a souligné, à l'ouverture des travaux de la commission administrative, que les motions du prochain congrès seront prêtes avant le 15 novembre.

Faiza O./Agences

7^e édition de l'université d'été du Front Polisario

La délégation sahraouie victime de harcèlement à l'aéroport de Casablanca

Les autorités d'occupation marocaines ont harcelé à l'aéroport de Casablanca les membres de la délégation sahraouie après leur participation à l'Université d'été des cadres de la RASD, tenue à Boumerdès en Algérie, rapporte l'agence de presse sahraouie (SPS). La délégation qui est composée de militants des droits de l'homme et ex-prisonniers politiques sahraouis, a été victime de plusieurs types de harcèlement et d'intimidation, selon la même source. Les autorités marocaines ont également isolé les militants sahraouis des autres passagers et commencé à inspecter leurs bagages et leurs affaires personnelles d'une manière provocatrice et discriminatoire, agressant la plupart d'entre eux, à l'exemple de Mahfuda Lefkir dont les biens ont été confisqués par la police marocaine. Ce

traitement par les autorités marocaines est devenu une politique systématique et délibérée contre tous les militants sahraouis des droits de l'homme qui se déplacent dans les territoires occupés où voyagent à l'étranger. La 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique, organisée du 7 au 22 août à Boumerdès, a vu la participation de près de 400 cadres sahraouis outre les représentants de la société civile algérienne, les personnalités étrangères militant dans la protection du droit des peuples à l'autodétermination. Par ailleurs, l'Association sahraouie des victimes des violations graves de droits de l'homme commises par l'Etat marocain (ASVDH) a lancé un appel aux organisations internationales pour participer au procès des

étudiants sahraouis qui seraient jugés par un tribunal marocain à Marrakech, aujourd'hui. L'ONG sahraouie a souligné dans un communiqué publié mardi que «la présence des organisations internationales et des militants des droits de l'homme est nécessaire pour surveiller le déroulement de ce procès». L'ASVDH a également attiré l'attention de la communauté internationale de la situation des 18 étudiants sahraouis en détention à la prison de Oudaya à Marrakech. L'Association sahraouie a noté que «leur arrestation par les autorités marocaines s'inscrit dans le cadre des actes de vengeance contre les jeunes et les militants sahraouis des droits de l'homme qui mènent des activités politiques réclamant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et l'indépendance»

R.M.

Nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême

La version «made in bladi» suréquipée à partir 1 499 000 DA

Page animée par Ali Zidane

C'est désormais officiel, les personnes intéressées par l'acquisition de la Nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême «made in bladi» peuvent faire commande depuis dimanche 28 août dernier. Produite en Algérie au même titre que la Renault Symbol, et comme le prévoit la réglementation, elle bénéficie d'une TVA à 0% et est exonérée de TVN. Les clients peuvent également recourir au crédit à la consommation pour en faire l'acquisition.

Sandero Stepway Extrême made in bladi est proposée en deux motorisations, à savoir le bloc essence 1.6 MPI 80 ch et la motorisation diesel 1.5 dCi 85 ch, qui représente la grande nouveauté de cette Sandero Stepway algérienne car, jusqu'à, seules des motorisations essence étaient disponibles sur ce modèle. La version essence de 80 ch est proposée au prix de 1 499 000 DA alors que la version diesel de 85 ch est commercialisée au tarif de 1 659 000 DA.

«Avec la production locale de la Dacia Sandero Stepway ne sera plus importée de Roumanie, la disponibilité concernera uniquement le modèle produit à Oran», a déclaré Guillaume Josselin, directeur général de Renault Algérie, lors d'un point de presse en marge de la visite de Renault production Algérie et des essais presse de la Sandero Stepway.

«Pour 200 000 DZD de moins que la version précédemment importée, le client algérien bénéficie de plus d'équipements pour une meilleure expérience de conduite», a notamment expliqué le patron de



Renault Algérie. Dacia Stepway «MIB» sera également dotée du GPS interactif avec écran tactile, le radar de recul, l'accoudoir central et le volant en cuir, en plus de tous les équipements haut de gamme de la version précédemment disponible.

Les commandes de Nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême seront ouvertes dès aujourd'hui dans tout le réseau de distribution. Renault Algérie dispose aujourd'hui de plus de 60 agents à travers le pays dont trois succursales. Il s'agit du réseau de distribution automobile le plus étendu d'Algérie.

L'ensemble de ce réseau bénéficie des normes et des standards de qualité du Groupe que Renault Algérie déploie sur l'ensemble du territoire national pour offrir

au client algérien la meilleure qualité de service. Ainsi, selon une enquête effectuée mensuellement par un institut indépendant, 9 clients sur 10 sont satisfaits de la qualité de service et recommandent Renault et Dacia.

LA 1^{re} REVISION OFFERTE

Les propriétaires de Nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême pourront bénéficier d'une première révision gratuite, valable dans tous les ateliers de la marque à travers le territoire national.

L'EXIGENCE QUALITE DE RENAULT

Des tests de roulage ont été réalisés

dans un centre d'essais du Groupe Renault en Roumanie et à travers les routes algériennes, dans les conditions réelles d'utilisation. La nouvelle Dacia Sandero Stepway se conforme ainsi à toutes les exigences de qualité et de sécurité du Groupe Renault. «Conçue pour répondre aux conditions d'utilisation de la clientèle algérienne, Nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême est garantie 3 ans ou 100 000 kilomètres», a précisé la directrice marketing de Renault Algérie, Sarah Benarab.

Equipements de la nouvelle Dacia Sandero Stepway «Extrême» :

- ABS
- Accoudoir central avant
- 04 Airbags frontaux et latéraux
- Barres de toit longitudinales biton noir/aspect
- Climatisation
- Condamnation des portes en roulant
- Direction assistée
- Enjoliveurs maxi 16 Dacia Cross
- Garde au sol rehaussée
- Lève-vitres électriques AV/AR
- MediaNav Evolution : écran 7" tactile avec navigation
- Ordinateur de bord
- Projecteurs anti-brouillard
- Radar de recul et régulateur de vitesse
- Rétroviseurs électriques
- Siège réglable en hauteur
- Ski avant et arrière en chrome satiné
- Volant cuir et réglable en hauteur

Inauguration de la nouvelle succursale Renault d'Oran

Développer la qualité de service : une politique prioritaire de Renault Algérie

Vu la complexité de la situation et la crise que traverse en ce moment le secteur automobile en Algérie, nombreux sont les concessionnaires qui ferment boutique, contrairement à Renault Algérie qui continue son développement à travers le territoire national en inaugurant officiellement sa 3^e succursale à Oran, en poursuivant sa politique de proximité pour proposer à sa clientèle une gamme riche et variée. La nouvelle succursale d'Oran, située à Es Sénia, est l'une des plus grandes affaires de la marque au losange en Algérie, s'étalant sur une surface totale de 3 500m².

Elle dispose d'un showroom Renault et Dacia de 800 m² et bénéficie d'une vitrine prédominante sur l'autoroute. Un espace Pro+ de 300 m², où sont exposés les véhicules utilitaires, y est également aménagé. Côté service, la succursale comporte des ateliers mécanique et carrosse-



rie, qui sont équipés des dernières technologies en matière d'après-vente, ainsi que d'un magasin de pièces de rechange. Ils sont ouverts de 8h à 16h30 du samedi au jeudi. On y retrouve

également un atelier de service rapide Renault Minute qui ouvre jusqu'à minuit du dimanche au jeudi. En outre, la succursale d'Oran dispose d'une navette pour conduire ses clients au Ritaj Mall ou pour les accompagner au rond-point des castors ou à l'Hôtel Méridien, le temps de la réparation de leur véhicule dans ses ateliers.

Renault Algérie compte désormais trois succursales ainsi que plus de 60 agents à travers le pays. Il s'agit du réseau de distribution automobile le plus étendu d'Algérie.

L'ensemble de ce réseau bénéficie des normes et des standards de qualité du Groupe Renault que la filiale déploie sur l'ensemble du territoire national pour offrir au client algérien la meilleure qualité de service. Ainsi, selon une enquête effectuée mensuellement par un institut indépendant, 9 clients sur 10 sont satisfaits de la qualité de

service et recommandent Renault et Dacia. La succursale Renault d'Oran, à l'instar de la succursale Renault de Oued Smar ou des Grands Vents, illustre tous les standards d'excellence du groupe pour apporter la meilleure expérience client.

«Nous sommes fiers d'inaugurer cette nouvelle succursale d'Oran, qui représente l'une de nos plus belles affaires sur le territoire national.

Nos nombreux clients oranais pourront désormais bénéficier d'une nouvelle structure aux meilleurs standards du groupe, dédiée à leur satisfaction, lors de l'acquisition d'un véhicule neuf ou d'occasion, mais aussi et surtout pour l'entretien et la réparation de leur véhicule Renault ou Dacia», a souligné Guillaume Josselin, directeur général du Groupe Renault en Algérie, au cours de la cérémonie d'inauguration.

A. Z.

Importations véhicules

Chute libre de 73,74% durant les sept premiers mois de 2016

La facture d'importation des véhicules a reculé à 768 millions de dollars (usd) durant les sept premiers mois de 2016 contre 2,4 milliards (mds) usd durant la même période de 2015, soit une baisse de 1,63 mds usd (-68%), a appris l'APS auprès des Douanes. Les quantités importées ont par ailleurs chuté de 73,74% avec 53 356 véhicules importés entre début janvier et fin juillet 2016, contre 203 174 unités durant la même période en 2015, soit 149 818 véhicules de moins, précise le Centre national des statistiques des douanes (CNIS). Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles, la facture d'importation a été de 229,92 millions usd contre 239,48 millions usd (-4%), précise la même source. Pour rappel, les licences d'importation des véhicules ont été attribuées, en mai dernier, à 40 concessionnaires sur 80 postulants.



Renault Algérie Production

Le taux d'intégration est de 30%

AUJOURD'HUI, le taux d'intégration atteint dans la production de la Renault Symbol «Made in bladi» est de 30%, a indiqué le président-directeur général de Renault Algérie Production (RAP), Bernard Sonilhac. Depuis le lancement de la production de Symbol l'usine RAP collabore avec quatre sous-traitants qui fournissent à l'usine des pièces en plastique, les collections de câblages et surtout les sièges du véhicule. Selon le patron du RAP, en 2017 le groupe Hasnaoui fournira les garnitures de pavillon et les tapis. Des discussions avec d'autres sociétés spécialisées dans la sous-traitance sont en cours pour travailler étroitement avec RAP.





Turquie

Ankara dément un cessez-le-feu avec les Kurdes

■ La Turquie a démenti hier avoir accepté un accord de cessez-le-feu par l'entremise des États-Unis avec les milices kurdes de Syrie, indiquant ne pouvoir « sous aucune circonstance » accepter un compromis avec une « organisation terroriste ».

Par Ali O.

« Nous n'acceptons sous aucune circonstance », contrairement à ce que « certains porte-parole de pays étrangers disent, un compromis ou un cessez-le-feu entre la Turquie et les éléments kurdes », a déclaré le ministre des Affaires européennes Ömer Çelik, à propos de l'annonce faite la veille par les États-Unis.

« La république turque est un État souverain et légitime » qui ne peut être mis sur un pied d'égalité avec « une organisation terroris-



PH. > D. R.

te », a ajouté le ministre cité par l'agence progouvernementale Anadolu, évoquant le PYD, le Parti de l'Union démocratique des Kurdes de Syrie. Cependant, alors qu'Ankara avait annoncé dimanche avoir tué « 25 terroristes » du YPG (Unités de protection du peuple, le bras armé du PYD), aucune frappe turque n'a été rapportée contre les milices kurdes depuis lundi après-midi. L'accord provisoire de cessez-le-feu prévoyait une trêve à partir de

21h00 GMT lundi, selon des rebelles syriens. Les forces turques ont en revanche poursuivi leur offensive contre le groupe jihadiste État islamique (EI) dans le nord syrien. Ankara a lancé une offensive sans précédent depuis le début de la guerre en 2011 en Syrie, envoyant ses F-16 et ses chars chez son voisin. L'opération, entrée hier dans sa deuxième semaine, a pour but officiellement de faire reculer les combattants de l'EI mais aussi les milices kurdes. Mais elle s'est concentrée sur les Kurdes dont Ankara redoute qu'ils forment une région continue autonome le long de la frontière. Après avoir appelé à la fin des combats, les États-Unis avaient assuré mardi soir que la Turquie et les milices

kurdes avaient accepté une trêve provisoire. « Nous avons reçu l'assurance que toutes les parties impliquées vont arrêter de tirer les unes sur les autres et se concentrer sur la menace de l'EI », avait indiqué le colonel John Thomas, porte-parole du Centcom, le commandement militaire américain au Moyen-Orient. « Les Turcs et les Forces démocratiques syriennes (coalition arabo-kurde dominée par les milices kurdes) ont ouvert des canaux de discussion avec nous et entre eux dans le but de limiter les hostilités », avait-il ajouté, évoquant un accord de principe « pour au moins les deux prochains jours ». La Turquie – qui n'a pas pour habitude de parler aux milices kurdes – était restée muette mardi et les forces kurdes syriennes n'avaient pas directement réagi non plus à l'annonce américaine. L'intervention turque en Syrie met à rude épreuve les relations entre Ankara et Washington, allié sur le terrain des YPG qui ont fait reculer l'EI. La Turquie a démenti hier des informations selon lesquelles elle avait convoqué l'ambassadeur des États-Unis John Bass pour protester contre les vives critiques américaines, la veille, de son intervention en Syrie. Un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a assuré à l'AFP que, contrairement à ce qu'indiquaient des journaux turcs, l'ambassadeur John Bass n'avait pas été convoqué, mais qu'il avait reçu « un coup de téléphone » mardi. Cette information a été confirmée par l'ambassade des

États-Unis. La Turquie s'était montrée très irritée mardi au lendemain des critiques « inacceptables » de Brett McGurk, l'émissaire présidentiel américain auprès de la coalition internationale antijihadiste, de son intervention en Syrie. Ankara a redemandé mardi un retrait des combattants kurdes à l'est de l'Euphrate, conformément à un engagement des États-Unis. Sur le terrain des opérations, trois soldats turcs ont été blessés mardi dans une attaque à la roquette de l'EI contre un char près de Jarablos – localité reprise en quelques heures au premier jour de l'offensive turque – ont rapporté des médias turcs. Des avions turcs ont mené des frappes contre des cibles « terroristes » près de la localité voisine d'Al-Kulliyeh, a rapporté Anadolu sans précisions sur ces cibles. De son côté, l'EI a revendiqué dans un communiqué une attaque-suicide à la voiture piégée contre des rebelles soutenus par Ankara à Al-Kulliyeh. Le groupe ultraradical sunnite a également affirmé avoir détruit « deux chars turcs » avec deux missiles près du même village. L'Iran, principal soutien du régime syrien de Bachar al-Assad, a demandé à Ankara de cesser « rapidement » son opération en Syrie qui « complique encore davantage la situation » sur le terrain où sont impliqués de nombreux pays, directement ou par combattants interposés. A. O.



Points chauds

Trahison

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron à qui l'on impute depuis plusieurs mois déjà un féroce appétit politique a démissionné cette semaine de son poste de ministre de l'Économie pour se concentrer sur son programme politique en vue de la présidentielle de 2017. Celui qui a créé son propre mouvement politique, En marche ! au sein de la gauche en avril dernier semble ainsi bien décidé à défier celui qui lui a offert une tribune pour se faire connaître et pour soigner sa popularité. Le match Macron-Hollande apparemment désormais de plus en plus inéluctable au plus grand plaisir des médias français qui se délectent allégrement de ce nouvel épisode politique aux allures shakespeariennes. Mais ce qui marque le plus les esprits aujourd'hui est le sentiment de trahison arboré par le président de la République qui visiblement, malgré de nombreux signes annonciateurs, semble avoir été frappé par la foudre à l'annonce du départ du jeune ministre et de l'annonce, à mi-mots, de ses ambitions présidentielles. Il est ainsi normal que les mots employés par François Hollande, mardi soir lors du dîner de la majorité, pour décrire son ressenti, soient forts. Il s'estime en effet « trahi avec méthode » par Emmanuel Macron. Si le président est bien évidemment choqué par la décision de son ex-protégé, il veut croire que Macron, sans appareil politique, n'aura pas la puissance nécessaire pour s'imposer dans le jeu présidentiel. Un raisonnement dont toutefois doutent les proches du chef de l'État qui craignent que cela n'affaiblisse sa position déjà peu solide pour la présidentielle. Après le choc de cette démission, le président « a appelé tous les membres du gouvernement à être engagés » dans l'action de l'exécutif, et ce « dans un esprit collectif », soulignant que « rien n'est possible sans une action collective », a rapporté le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll. Pressé de questions sur la trahison qui serait reprochée par certains à Emmanuel Macron, Stéphane Le Foll a tout juste déclaré qu'« on ne peut pas dire qu'il y ait eu de la solidarité, par définition, puisqu'il quitte le gouvernement ». « C'est un grand devoir et un grand honneur de servir la France », a cependant insisté le chef de l'État devant le Conseil des ministres, toujours cité par le porte-parole du gouvernement. François Hollande, a poursuivi Stéphane Le Foll, a également « rappelé la nécessité de l'esprit de responsabilité et de désintéressement ». Evidemment, il va de soi que chaque homme politique rappelle ces consignes à ses adversaires et à ceux qui pourraient lui faire barrage tout en suivant eux-mêmes ces mêmes préceptes. La démission de Macron est un coup dur, et la présidence n'essaie même pas de le cacher, trop ébranlée pour se soucier, pour le moment, des apparences. Reste à savoir qu'elle sera la stratégie de Hollande dans les semaines et les mois à venir à l'encontre de son ancien ministre de l'Économie qui rejoindra peut-être d'ici peu la liste de ses autres anciens ministres qui se sont déclarés candidats pour 2017.

F. M.

Brésil

Le pays sur le point de tourner la page Dilma Rousseff

Dilma Rousseff vit ses dernières heures à la tête du Brésil: sauf invraisemblable coup de théâtre, les sénateurs voteront hier à Brasilia sa destitution pour maquillage des comptes publics au terme d'une procédure juridico-politique hautement controversée. Michel Temer, 75 ans, ex-vice-président de Mme Rousseff dont il a précipité la chute, assumera alors pleinement la présidence. Il l'exerce déjà à titre intérimaire depuis la suspension, le 12 mai par le Sénat, de la première femme élue, en 2010, à la tête du cinquième pays le plus peuplé de la planète. Le géant émergent d'Amérique latine, englué depuis la réélection de Mme Rousseff fin 2014 dans une crise politique et économique de magnitudes historiques, sur fond de méga-scandale de corruption, tournera ainsi la page de 13 ans de gouvernements du Parti des travailleurs (PT, gauche) initiée en 2003 par Luiz Inacio Lula da Silva, l'ouvrier-syndicaliste devenu président. Une longue page d'histoire marquée par le « miracle » socio-économique des années 2000 qui a vu sortir 40 millions de Brésiliens de la misère, avant les affaires de corruption et un brutal retournement économique qui ont plongé le Brésil et Mme Rousseff vers l'abîme. Le verdict

va tomber au sixième jour d'un procès marathon, de dizaines d'heures de débats techniques et parfois passionnés où le droit de la défense et la Constitution auront été scrupuleusement respectés sur la forme, sans forcément convaincre de la culpabilité de Mme Rousseff au plan strictement juridique. Le premier magistrat du Brésil, le président du Tribunal supérieur fédéral (STF) Richard Lewandowski, qui dirige les débats, lira d'abord son rapport résumant le procès. On passera ensuite au vote électronique. Les 81 sénateurs devront répondre à la question : « Dilma Rousseff a-t-elle commis un crime de responsabilité ? » S'ils sont 54 (les deux tiers) à voter « oui », elle sera écartée définitivement du pouvoir. Dans le cas contraire, elle réintégrerait immédiatement ses fonctions. Selon un décompte effectué par le quotidien « Folha de Sao Paulo », le plancher est déjà atteint, avec 54 sénateurs pour, 20 contre et 7 indécis. « La probabilité que Dilma Rousseff ne soit pas destituée est quasi-nulle. J'estime que les chances de l'impeachment sont aujourd'hui de 99% », déclare à l'AFP Adriano Codato, professeur et analyste politique de l'Université fédérale du Parana. « Plusieurs sénateurs ont déjà déclaré que le jugement n'est au

fond ni technique, ni juridique, ni financier, ni comptable, mais politique. Or elle n'a plus la majorité », argumente-t-il. Pour la défense de Mme Rousseff, tous ses prédécesseurs ont eu recours aux manœuvres budgétaires incriminées sans avoir été inquiétés. Il s'agirait donc d'un « coup d'État » institutionnel orchestré par l'opposition de droite et Michel Temer. Le vice-président avait porté un coup fatal à cette ex-guerrillera de 68 ans torturée et emprisonnée sous la dictature militaire (1964-1985) en poussant en mars son grand parti centriste, le PMDB, arbitre de toutes les majorités de gouvernement depuis 1994, à claquer la porte de sa coalition. La démonstration de combativité administrée lundi par Dilma Rousseff, répondant pendant plus de 14 heures au feu roulant des questions des sénateurs avec calme et fermeté, n'aura été selon toute vraisemblance qu'un baroud d'honneur pour la postérité. « Votez contre la destitution, votez pour la démocratie », avait-elle lancé aux sénateurs, dont plus de la moitié sont soupçonnés de corruption ou visés par une enquête. Mme Rousseff avait martelé avec force avoir la « conscience tranquille de n'avoir commis aucun crime de responsabilité ».



Festival national de la musique diwan

Une édition très modeste

■ La dixième édition du Festival national de la musique diwan débutera demain soir à Béchar et se poursuivra jusqu'au six septembre courant. Cet événement s'annonce avec beaucoup de changements qui déplaisent aux amoureux de cette musique ancestrale.



Par Slim B.

La dixième édition du Festival national de la musique diwan s'annonce modeste. Plusieurs activités organisées d'habitude en marge de cet événement son-

annulées à cause du budget, réduit cette année par le ministère de la Culture. En effet, cet événement prévu à partir de demain se poursuivra jusqu'au six du mois de septembre courant. Cependant, les changements

annoncés par les organisateurs déplaisent aux fans de cette musique comme le montrent les réseaux sociaux. D'abord, l'absence des maîtres de la musique diwan ainsi que les lauréats des éditions précédentes du festival

laisse un vide remarquable dans le programme, d'où la réduction de la durée de cette manifestation à cinq jours. Il faut noter également dans le programme de cette dixième édition la réduction du nombre des participants. Douze troupes seront en lice cette année au lieu de quinze comme de coutume.

Cette édition se distingue aussi par une dominance des diwan de l'ouest de l'Algérie qui se sont ainsi taillés la part du lion avec sept troupes en lice dont «Tourath Gnawa» d'Oran, «Ahl Diwan» de Mascara, ou encore «Ouled Sidi Blel» de Relizane.

La région nord-Sahara est représentée dans la compétition par «Dendoun Sidi Blel» de Ghardaïa et «Hna Mselmine» de Nâama, tous deux primés en 2013, aux côtés de la troupe «Banga» de Ouargla et la troupe de l'école de Kenadsa (Béchar).

Le diwan au féminin est également à l'honneur, mais hors compétition, avec la participation de Hasna El Becharia et Nora Gnawa au festival, alors que les lauréats des précédentes éditions, d'habitude programmés, sont absents.

Le festival qui produira des troupes locales et deux groupes de la scène oranaise, «Démocratiz» et «Les Jaristes», se déroule cette année au complexe sportif «18-Février», un autre changement intervenu dans l'organisation.

Le festival reviendra encore une fois sur «La musique en tant

que facteur de développement», à travers des conférences animées par des universitaires et des journalistes, sujet débattu lors des deux précédentes éditions, la relance du tourisme culturel dans la région sera au cœur des préoccupations encore cette année.

Alors que des projets de résidence de création artistique et des formations au profit d'associations culturelles étaient «au départ» inscrites au menu et la participation des lauréats des précédentes éditions étaient prévue pour marquer les dix ans d'existence du festival, les organisateurs se sont vu contraints de «limiter (la programmation) aux spectacles et conférences, pour ne pas dépasser le budget de 10 millions de dinars alloué au festival», affirme son commissaire, Hamdani Ammari.

Selon les organisateurs, «toutes les demandes de sponsoring sont restées sans réponse», les obligeant à «baisser considérablement» le cachet des participants et la dotation des prix.

A.S.

AGENDA CULTUREL

- Centre culturel Mustapha Kateb
- Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
- Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim. Galerie d'Arts Aïcha Haddad
- Jusqu'au 01 septembre : L'artiste Omar Kara expose ses œuvres
- Palais de la culture Moufidi Zakaria
- Jusqu'au 17 septembre : Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»
- Musée national du Bardo
- Jusqu'au 30 septembre : Costumes algériens miniatures. 30 poupées en costumes traditionnels conçus par Zineb El Mili.
- Palais des Rais, Bastion 23
- 2 septembre : Une qaâda algéroise prévu pour la clôture des activités culturelles et artistiques de la saison estivale
- Institut français d'Alger
- 22 septembre à 19h30 : Une troupe de danse hip-hop gérée par le chorégraphe et chef de troupe Hervé Koubi dévoile un projet atypique : «Ce que le jour doit à la nuit»
- Cinémathèque de Béjaïa et théâtre régional Abdelmalek Bougermouh

F.H.

Littérature

L'écrivain Nabile Farès n'est plus

L'écrivain et psychanalyste algérien Nabile Farès, auteur du célèbre roman «L'Exil et le désarroi», est décédé mardi à Paris (France), à l'âge de 76 ans, a-t-on confirmé auprès de l'éditeur algérien, Ramdane Achab, qui avait traduit en tamazight un de ses ouvrages.

Citant des sources proches de la famille du défunt, M. Achab a précisé que l'écrivain est «décédé dans un hôpital parisien», ajoutant que son enterrement – dont la date n'a pas été encore fixée – aura lieu à Marseille.

Né en 1940 à Skikda, Nabile Farès est le fils de Abderrahmane Farès, ancien président de l'Association El Fen El Acil dont il est fondateur. Le défunt était enterré hier à Koléa en présence des membres de sa famille et ses amis. Né à Alger en 1947,

(Alger), il étudie la philosophie, l'anthropologie et la littérature à l'université d'Alger. Durant la guerre de Libération, il participe aux grèves des lycéens de 1956 avant de rejoindre les rangs du Front de libération nationale (FLN).

Docteur d'Etat en lettres, Nabile Farès enseigne la littérature en Algérie et en France où il exerce comme maître de conférences à l'université de Grenoble (France).

Ses contributions dans le domaine de la psychanalyse ont été publiées notamment dans la Revue Chimères et la Revue du collège de psychanalystes. Ecrivain, poète, penseur et dramaturge prolifique, Nabile Farès a publié plusieurs ouvrages dont trois traduits en anglais, «Un passager de l'Occident» (Le

Seuil, 1971) et «L'exil et le désarroi» (Maspero, 1976) et «Chant d'histoire et de vie pour des roses des sables» (L'Harmattan, 1978). En 1970, il publie aux éditions du Seuil son premier roman «Yahia pas de chance», traduit en tamazight par Achab Ramdane aux éditions éponymes. Son œuvre évoque l'exil et l'éloignement, un sujet qui occupe une place importante dans nombre de ses livres comme «L'Exil au féminin : poème d'Orient et d'Occident» (L'Harmattan, 1986) et «Les Exilées, histoires», (Amok, 2001). Il a également écrit des textes pour théâtre, notamment «Dialogues d'immigrés en France», «Histoire de Malika et de quelques autres» et «Corps tombés de guerres obscures».

L.B.

Musique

Le musicien Brahim Benladjreb inhumé hier à Koléa

Le musicien et chef d'orchestre de musique andalouse Brahim Benladjreb est décédé mardi à Koléa (Tipaza) des suites d'un malaise cardiaque, à l'âge de 69 ans, a annoncé l'Association El Fen El Acil dont il est fondateur. Le défunt était enterré hier à Koléa en présence des membres de sa famille et ses amis. Né à Alger en 1947,

Brahim Benladjreb est initié au luth dès 1964 par le luthiste et compositeur Abdelkrim Lahbib avant de rejoindre l'Association El Mossilya. Il a été également l'un des nombreux élèves du maître de la musique andalouse, de la Sanâa et du Hawzi, Sid Ahmed Serri (1926-2015). Brahim Benladjreb a été un membre actif de l'Association El

Gharnatia depuis 1973 jusqu'à 1993 où il a été enseignant et chef d'orchestre, avant de fonder en 1998 l'Association «El Fen El Acil» à Koléa en suivant la voie de son mentor. Cette association oeuvre depuis sa création pour la préservation et la transmission du patrimoine musical andalou et sa vulgarisation par l'organisation de plusieurs manifesta-

tions au niveau local. «El Fen El Acil» comporte également une école de musique ouverte aux jeunes de la région et qui a formé plusieurs générations de musiciens. Brahim Benladjreb a été plusieurs fois honoré par différentes institutions artistiques et musicales en plus des autorités locales de la région.

Coup-franc direct

Elevons le niveau !

Par Mahfoud M.

Les déclarations du chef de la mission algérienne aux JO de Rio n'ont pas eu l'écho attendu. C'est le moins que l'on puisse dire, puisque Amar Brahmia n'a pas levé les zones d'ombre sur les différents scandales qui ont éclaté dans la capitale brésilienne, que ce soit sur le plan personnel du fait qu'il ait ramené avec lui des membres de sa famille ou sur le plan de la relation avec les athlètes. Se sentant acculé de toutes parts, Brahmia a eu des réponses ambiguës mais a surtout versé dans l'invective en accusant certaines parties derrière cette cabale contre lui. Mais il est allé trop loin en besogne en qualifiant un entraîneur de drogué et de personne qui encourage le dopage. Il aurait dû se retenir et éviter de telles accusations qui ne peuvent en aucun cas apporter une certaine sérénité dans le milieu sportif algérien. Ce responsable du sport algérien se doit d'élever le niveau et éviter d'entrer dans ce genre de considération qui ne pourra en aucun cas créer un débat productif. Qu'attend Brahmia en proférant des accusations gratuites ? Il est clair que la réponse sera sèche aussi et on aura droit à des déballages qui n'ont finit pas. Le sport algérien devra retrouver ses vertus. Le respect doit régner entre les responsables et autres techniciens et athlètes qui doivent tous s'acheminer vers le même objectif.

M. M.

Formation

L'Académie de l'Espanyol Barcelone débarque en Algérie

L'ACADÉMIE de l'Espanyol de Barcelone, spécialisée dans la formation de jeunes footballeurs et déjà implantée dans plusieurs pays à travers le monde, poursuit son expansion en débarquant en Algérie où elle tiendra sa cérémonie inaugurale jeudi (10h00) à l'hôtel El Aurassi d'Alger, a-t-on appris auprès des organisateurs.

«L'ouverture de l'Académie Espanyol de Barcelone en

Algérie se fera aujourd'hui, à l'hôtel El Aurassi, en présence de l'ancien joueur et actuel directeur des académies de l'Espanyol de Barcelone, Eloy Perez, ont précisé les organisateurs dans un communiqué.

L'Espanyol Barcelone emboîte ainsi le pas à son voisin catalan, FC Barcelone, qui fut le premier à s'implanter en Algérie, il y a de cela un an et demi.

JS Saoura

La direction met fin aux fonctions de son entraîneur Sebastian Desabre

LA DIRECTION de la JS Saoura a mis fin aux fonctions de son entraîneur français Sébastien Desabre après deux journées seulement du début du championnat de Ligue 1 algérienne de football, a-t-on appris hier auprès d'un responsable au sein de cette formation du sud-ouest algérien. «Desabre n'était plus concentré sur son travail avec notre équipe car il serait en contact avec une sélection africaine, probablement la Zambie, alors nous avons jugé qu'il n'était plus disposé à assumer de la meilleure manière sa mission chez nous», a expliqué le directeur général de la JSS, Mohamed Djebbar. Desabre avait été engagé cet été avec comme objectif

de défendre la deuxième place acquise par la JSS lors de l'exercice passé, et qui lui permettra de disputer pour la première fois de son histoire la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique. La JSS est le troisième club de l'élite à se séparer de son entraîneur cette saison. Adel Amrouche et Fouad Bouali ont connu le même sort avec respectivement l'USM Alger et le CR Belouizdad, sachant que la valse des entraîneurs avait battu tous les records l'exercice passé. La direction du vice-champion d'Algérie est actuellement «en concertations» pour désigner un nouvel entraîneur, assure encore son directeur général.

Athlétisme

Mahour-Bacha : «Bourrada doit se préparer à l'étranger»

LE DÉCATHLONIEN algérien Larbi Bourrada, 5^e aux Jeux Olympiques de Rio, «gagnerait à aller se préparer à l'étranger», sous la houlette d'un «nouvel entraîneur, pour mieux progresser» a estimé son actuel coach, Ahmed Mahour-Bacha, mardi dans une déclaration au site officiel de la Fédération d'athlétisme (FAA). «En Algérie, nous ne disposons pas de moyens adéquats pour assurer une bonne préparation à Bourrada et moi-même je ne pense plus pouvoir l'entraîner. Donc, pour progresser et atteindre son meilleur niveau possible, il doit partir à l'étranger» a préconisé Mahour-Bacha. L'actuel coach du champion d'Afrique en titre en décathlon a affirmé qu'il allait «faire incessamment cette demande au ministère de la Jeunesse et des Sports» avec l'espoir de voir Bourrada «atteindre la barre des 8800 ou 9000 points» grâce à la

qualité des moyens pédagogiques qu'il trouvera à l'étranger. Mahour-Bacha a considéré en effet que «la 5^e place décrochée par Bourrada aux JO de Rio ne reflète pas son véritable niveau», ajoutant que c'est le fait d'avoir préparé cette compétition pendant seulement trois mois qui l'a autant amoindri. «Bourrada a un énorme potentiel et sa marge de progression est importante. Mais il doit partir à l'étranger, car c'est là qu'il trouvera les moyens nécessaires pour atteindre son meilleur niveau» a-t-il insisté.

Attendu au meeting international Decastar de Talence

Par ailleurs, le décathlonien algérien Larbi Bourrada prendra part au meeting international Decastar de Talence (France) prévu les 17 et 18 septembre prochains, a-t-

Equipe nationale

Les joueurs contents du contact avec Rajevac

■ La majorité des joueurs de la sélection nationale ont avoué qu'ils étaient contents et satisfaits du premier contact avec le nouveau coach de la sélection nationale et de ce premier stage qui précède le dernier rendez-vous des éliminatoires de la CAN face au Lesotho dimanche prochain.

Les joueurs de l'EN apprécient le travail avec le nouveau coach



PH. > D. R.

Par Mahfoud M.

Ainsi, le capitaine de l'EN, Carl Medjani, affirmera que ce premier contact s'est très bien déroulé. «Nous avons eu hier l'occasion de discuter avec lui. Avec ce stage, nous aurons l'occasion de découvrir sa méthode de travail et son style de jeu. Il nous a dit qu'il était très fier de nous entraîner. Il nous a demandé d'être le plus professionnels et assidus, d'autant que nous avons un statut à défendre et des objectifs à atteindre. Les prochains mois seront décisifs pour nous, il va falloir bien les préparer. Nous

allons essayer de mettre en application ce qu'il nous demandera de faire sur le terrain», relèvera Medjani qui parlera aussi du match du Lesotho, qu'il souhaite remporter pour boucler les éliminatoires dans les meilleures conditions. De son côté, le défenseur du club suisse du Servette de Genève, Lyassine Cadamuro, qui revient chez les Verts après une longue absence, dira qu'il a bien savouré son retour en sélection et que maintenant il se sent mieux depuis qu'il a retrouvé du temps de jeu avec son club. «C'est à nous les joueurs de nous adapter à son système de jeu qu'il

compte mettre en place», affirmera-t-il en parlant du nouvel entraîneur national, tout en souhaitant remporter ce match face au Lesotho qui, selon lui, constitue une répétition générale avant l'entrée dans la prochaine phase qui concerne les éliminatoires du Mondial 2018 et le match face au Cameroun. Adlène Guedioura, lui, dira qu'il est, en compagnie de l'ensemble de ses coéquipiers, impatient de découvrir la méthode du nouveau coach national. «Nous devons bien commencer avec Rajevac, et cela passera pas une victoire dimanche face au Lesotho, même si nous sommes déjà qualifiés pour la CAN-2017. Il n'y a pas de match facile aujourd'hui en Afrique, toutes les rencontres sont difficiles», indiquera le «bulldozer» qui ne s'inquiète pas de l'obstacle de la langue avec le sélectionneur des Verts, considérant que le football est universel.

M. M.

FC Porto

Brahimi en route vers Everton

L'international algérien, Yacine Brahimi, était attendu hier en Angleterre pour s'engager avec Everton, indique la presse locale, précisant qu'un accord a été conclu entre son club le FC Porto et la formation de Premier League pour effectuer la transaction. Brahimi, sorti des plans du nouvel entraîneur du FC Porto Nuno Espirito depuis l'intersaison, devrait débarquer à Everton contre la somme de 40 millions d'euros versés au profit des «Dragons», alors que son salaire augmenterait de 100 000 euros

par semaine, ajoute la même source. Le meneur de jeu algérien de 26 ans avait rejoint le club portugais lors de l'été 2014 en provenance de Granada (Liga espagnole). Le mercato estival sera clôturé mercredi à minuit. Brahimi n'a toujours pas rejoint le stage de la sélection algérienne qui a débuté lundi à Sidi Moussa. Il a été autorisé à retarder son arrivée à Alger afin justement de conclure son éventuel départ vers un autre club, après que Porto l'ait mis sur le marché des transferts.

Watford Belkalem dans le viseur d'Alanyaspor

L'international algérien, L'Essaid Belkalem, sorti des plans du staff technique de Watford (Premier League anglaise) depuis la saison passée, pourrait atterrir à Alanyaspor, nouveau promu en première division turque de football, indique mardi la presse locale. Belkalem, qui s'est contenté de jouer avec la réserve de Watford lors de l'exercice écoulé ainsi que cet été, n'a pas beaucoup de temps devant lui pour conclure la transaction. Le mercato estival sera clôturé mercredi à minuit. Le défenseur central de 27 ans avait déjà eu une première expérience dans le championnat turc lorsqu'il a porté les couleurs de Trabzonspor à titre de prêt de Watford pendant la saison 2014-2015. Son retour en Angleterre s'est avéré un mauvais choix, ce qui lui a coûté la mise à l'écart de la sélection algérienne avec laquelle il avait brillé lors du Mondial-2014 au Brésil.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Rupture d'un câble électrique à Kouba/Alger

Aucun dégât enregistré

LA RUPTURE d'un câble électrique dans le quartier Jolie Vue, dans la commune de Kouba à Alger, a provoqué un incendie au niveau du transformateur de haute tension mais sans faire de dégâts, a indiqué la Protection civile.

Le lieutenant Benkhalfallah Khaled de la cellule de communication de la Protection civile a indiqué que la rupture d'un câble électrique de 100 mètres survenue aux environs d'une heure du matin n'a fait aucun dégât hormis un léger incendie sur une surface de 50 mètres carrés d'herbes sèches.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour cir-

conscire l'incendie alors que les services de Sonelgaz ont procédé ultérieurement au remplacement du câble rompu, ajoute la même source. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont enregistré dans la matinée d'hier un accident de la circulation sur la RN 1, près du viaduc de Oued El-Kerma reliant Baba Ali à Bir Khadem (sud de la capitale). Il s'agit d'un sexagénaire renversé par un véhicule alors qu'il tentait de traverser. Selon le même responsable, la victime a subi des blessures au niveau de la tête et a été transférée vers l'hôpital de Douéra pour y recevoir les soins nécessaires.

Accidents de la route

10 morts et 11 blessés en 24 heures

DIX PERSONNES sont décédées et 10 autres ont été blessées dans 9 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 30 au 31 août au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

L'accident le plus grave a eu lieu dans la wilaya d'Adrar avec 2 morts et 2 blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers survenu sur la route reliant Tinerkouk à El-Bayadh, commune et daïra de Tinerkouk,

précise la même source.

Par ailleurs, trois personnes sont mortes noyées en mer dans les wilayas de Tipaza, Tizi-Ouzou et Boumerdès, alors qu'un adolescent âgé de 15 ans s'est noyé dans une mare d'eau, dans la wilaya de Béchar.

Les secours de la Protection civile ont, en outre, procédé à l'extinction de 11 incendies de forêt et 4 autres de maquis, conclut le communiqué.

Tizi Ouzou

Première noyade mortelle au large de Mizrana

LES VILLES côtières de la wilaya de Tizi Ouzou ont enregistré, avant-hier, leur premier cas de noyade mortelle en mer, avons-nous appris hier auprès de la Protection civile. Le corps sans vie de la victime, un homme de 51 ans originaire de la commune de Makouda, a été repêché par

les plongeurs de l'unité marine de la Protection civile de Tigzirt au niveau d'une zone non autorisée à la baignade, à savoir Bouilef, dans la commune de Mizrana. La dépouille mortelle a été déposée au niveau de la morgue de l'hôpital de Tigzirt.

Hamid M.

Air Algérie

Perturbation dans les systèmes de réservation et d'enregistrement

AIR ALGÉRIE a indiqué hier que de «fortes» perturbations ont été enregistrées dans la matinée lors des opérations d'enregistrement suite à une panne des routeurs de liaison informatique.

Une panne des routeurs de la liaison informatique devant assurer la liaison de communication aux systèmes de réservation et d'enregistrement était à l'origine de ces perturbations qui ont eu lieu dans la matinée du 31 août au niveau de ses escales nationales et internationales, selon un communiqué de la compagnie.

«Cette panne a été localisée et la compagnie travaille avec ses partenaires pour normaliser la situation dans les meilleurs délais», indique la même source.

C'est bientôt la rentrée



Djalou@hotmail.com

Lutte antiterroriste à Constantine, Tizi Ouzou et Chlef

Deux éléments arrêtés et quatre caches détruites

■ Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lundi dernier par l'Armée nationale populaire (ANP) à Constantine et quatre caches pour terroristes, neuf bombes de confection artisanale, une quantité de munitions et des moyens de détonation ont été détruits à El-Khroub, Tizi Ouzou et Chlef, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«D'autre part et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a appréhendé deux narco-trafiquants à Oran (2^e Région militaire) et saisi une quantité de 36 kilogrammes de kif traité, dissimulée à bord d'un véhicule utilitaire, tandis que des éléments des gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen (2^e Région militaire), une autre quantité de 22,5 kilogrammes». A Tébessa (5^e Région militaire), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté un contrebandier et saisi 3 000

unités de tabac à bord d'un véhicule touristique». A Timiaouine (6^e Région militaire), un détachement de l'ANP «a saisi près des frontières un camion chargé de 3 200 litres de carburant destinés à la contrebande». A Ouargla (4^e RM), Adrar (3^e RM) et Tlemcen (2^e RM), un détachement de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières «ont arrêté vingt immigrants clandestins dont quatorze de nationalité marocaine».

Par ailleurs, des éléments des gardes-côtes d'Annaba (5^e RM)

«ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de sept personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, à 11 milles au nord-est de Ras El-Hamra».

Communiqué

Unité de stockage de produits parapharmaceutiques incendiée

Un blessé et des dégâts matériels déplorés à Mila

UNE PERSONNE a été blessée et des dégâts matériels ont été enregistrés dans un incendie d'une unité de stockage de produits parapharmaceutiques dans la wilaya de Mila, ont fait savoir avant-hier les services de la Protection civile.

Un jeune âgé de 21 ans a été atteint de brûlures qualifiées de «légères», ont précisé les mêmes services, ajoutant que 200 m² de cette unité, située à la zone d'activité de Mila, à proximité de la route nationale RN79, ont été les proies des flammes. Des machines de remplissage et de poinçonnage utilisées dans le conditionnement de flacons d'alcool chirurgical ont été détériorées et une centaine de flacons d'alcool chirurgical totalisant 300 litres a été ravagée par le feu. Une enquête a été diligentée par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances de cet incident.

Tunisie

Deux terroristes éliminés lors d'une opération à Kasserine

DEUX TERRORISTES ont été éliminés au cours d'une opération sécuritaire nocturne à Kasserine, dans le centre-est de la Tunisie, a annoncé hier le ministre tunisien de l'Intérieur.

«Activement recherchés, les deux hommes s'apprêtaient à commettre des actions terroristes dans la région et ont été ciblés par la Brigade nationale

d'intervention rapide (BNIR) alors qu'ils étaient retranchés dans une maison d'une cité de Kasserine», a indiqué le ministère dans un communiqué. «Les combats, qui ont duré plusieurs heures jusqu'à l'aube, ont également fait une victime civile, touchée mortellement par les tirs des deux terroristes», selon la même source.

Tizi Ouzou

Un piéton mortellement heurté par un chauffard

UN PIÉTON a été mortellement heurté, avant-hier, par un semi-remorqueur sur la RN 12 à hauteur de l'hôpital psychiatrique Fernane-Hanafi de Oued Aissi (7 km à l'est de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la même source, la victime B. Hakim (41 ans) tentait de traverser la chaussée avant qu'un chauffard à bord d'un camion ne le heurte violemment, le tuant sur le coup. Il était peu

avant 14 heures. Sa dépouille mortelle a été déposée par les éléments de la Protection civile au niveau de la morgue du CHU de Tizi Ouzou. Une enquête a été diligentée par la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de ce drame.

Hamid M.